

LE TEMPS

OPINION ABONNÉ

Le projet Boiron, indicateur d'une politique agricole aléatoire

OPINION La santé de nos rivières et des eaux souterraines est incompatible avec une agriculture à pesticides, écrit Markus Lüthi, pionnier de l'agriculture bio en Suisse



Grancy, Vaud, avril 2021. — © keystone-sda.ch

Markus Lüthi, pionnier de l'agriculture bio en Suisse
Publié mardi 20 avril 2021 à 16:46
Modifié mardi 20 avril 2021 à 16:46

La Direction de l'agriculture du canton de Vaud présente le projet Boiron comme destiné à «améliorer la qualité biologique et chimique des eaux du bassin-versant de la rivière Boiron». Il a débuté en 2005 et devrait se terminer en 2022. Il incite les paysans à améliorer leurs techniques culturales pour «empêcher le ruissellement et le lessivage de produits phytosanitaires et engrais». Il rémunère la réduction ou la suppression des pesticides les plus dangereux, des mesures contre l'érosion ou encore la construction d'aires sécurisées de lavage des traiteuses. Les subsides s'ajoutent aux paiements directs que les paysans perçoivent déjà.

Le projet a conduit à une lente amélioration de l'eau du ruisseau. C'est réjouissant. L'amélioration ne fut pas linéaire. Notre pays subit une pollution d'un cours d'eau tous les 2 jours. L'OFEV en compte 3807 entre 1990 et 2018. Aucune rivière n'est à l'abri – tout est tué jusqu'aux minuscules invertébrés. Une partie de ces hécatombes est d'origine agricole – ruissellement de purin, de «jus de fumier» ou intoxication aux pesticides. Le Boiron n'en a pas été exempté: 4 pollutions ont retardé les progrès du projet (en 2008, en 2009 et 2 fois en 2011). La Direction cantonale de l'environnement qualifie 3 des pollutions de dues «au jus de compost», la 4^e au «jus de silo». «La Lettre du Boiron», journal virtuel qui documente l'évolution du projet, témoigne aussi de nombreuses «petites» pollutions aux pesticides.

Discours officiel démenti

Plusieurs constats s'imposent: la santé de nos rivières et des eaux souterraines est incompatible avec une agriculture à pesticides qui, de plus, pratique l'engraissement industriel à base de fourrages importés. Comment sera le futur du Boiron si des pollutions ont été possibles alors que le projet était en cours? La soutenabilité du projet est incertaine une fois les soutiens financiers taris. De plus, il souffre d'une déficience conceptuelle: ceux qui ont pollué le plus sont récompensés le plus. Mais son point le plus faible est l'incohérence totale avec la politique agricole nationale et son interprétation par l'USP (Union suisse des paysans). L'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) promeut un «reverdissement» des pratiques agricoles depuis les années 1990. Ses communications au sujet des pesticides affirment depuis trente ans que l'agriculture suisse serait en train de diminuer son empreinte écologique.

« Ceux qui ont pollué le plus sont récompensés le plus »

L'USP et d'autres organisations professionnelles agricoles vont plus loin. Elles ont la hardiesse d'affirmer sur un site promotionnel appelé «Agriculture Durable» (!) que «la Suisse a de loin les normes de production les plus strictes au monde» et que «la nourriture produite est saine et les résidus et traces de pesticides très faibles ou inexistantes». L'observateur attentif a dès lors une peine croissante à comprendre que cette agriculture, qui donnerait des résultats si extraordinaires en protection de l'environnement, n'arrive pas à préserver la biodiversité des petites rivières. Le fait que les paysans aient besoin d'un programme spécial et d'un arrosage en subsides supplémentaire pour diminuer la pollution des eaux démentit le discours officiel.

La politique agricole a échoué

La mise en place du projet Boiron et de tous les projets similaires indique que la politique agricole fédérale a échoué. Elle doit être repensée. Les contribuables qui financent ses coûts de 2,8 milliards/année et les consommateurs qui paient en moyenne 73% plus cher pour s'alimenter (chiffre publié par l'OFAG) que les consommateurs européens ont droit à une eau irréprochable.

L'initiative populaire «Pour une eau potable propre et une alimentation saine – Pas de subventions pour l'utilisation de pesticides et l'utilisation d'antibiotiques à titre prophylactique» qui sera soumise à la votation populaire le 13 juin 2021 nous donnera l'opportunité de nous prononcer pour une politique agricole qui coûtera moins, arrêtera la pollution et favorisera la production de nourriture saine.

Les Opinions publiées par Le Temps sont issues de personnalités qui s'expriment en leur nom propre. Elles ne représentent nullement la position du Temps.